

[Lettre ouverte] Stevie Wonder, s'il-vous-plaît, dites non à Israël de l'apartheid

Par la Campagne américaine pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (USACBI)

Cher Stevie Wonder,

Le Collectif d'organisation de la Campagne américaine pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (USACBI) et les soussigné.e.s vous écrivent pour vous exhorter à rester ferme sur votre opposition à l'Apartheid en refusant le Prix Wolf d'Israël.

Nous aimerions tout d'abord vous exprimer notre reconnaissance et nos remerciements pour votre soutien passé, ferme et réfléchi, aux droits et à la dignité de la personne humaine à travers le monde, ainsi que pour vos actions en tant que musicien de renommée mondiale et votre statut de « Messenger de la Paix » de l'ONU.

Par votre refus de jouer à l'occasion d'une collecte de fonds pour les Amis des FDI en 2012, vous avez clairement poursuivi votre opposition au régime d'apartheid en Afrique du Sud. A ce moment là, vous avez reconnu un fait que Desmond Tutu a lui aussi reconnu ; le régime israélien d'apartheid est pire que

celui d'Afrique du Sud.

Nous sommes sûrs que vous voir remettre le « Prix Wolf » peut vous sembler être un grand honneur, mais nous vous prions de bien vouloir considérer ce que vous allez ratifier si vous l'acceptez : l'occupation et la répression du peuple palestinien ; l'incarcération indéfiniment renouvelable de ses membres sans charge ni procès dans les prisons israéliennes ; la punition collective illégale dont les Palestiniens souffrent quotidiennement dans toute la Palestine occupée ; le déni du droit au retour pour les Palestiniens sur leur terre natale – volée et colonisée en 1948 ; et les pratiques continuelles d'apartheid – y compris le refus d'Israël de vacciner la population palestinienne sous son occupation armée contre la COVID, tandis qu'il vaccine les citoyens israéliens.

Tout ceci est aux mains du régime d'apartheid israélien, et ce prix reflète cette politique.

Nous restons inspirés par vos actions en 1985 quand, en l'honneur de votre 35ème anniversaire, vous avez parlé et chanté si justement à l'ONU pour défendre l'égalité raciale et dénoncer l'apartheid Sud africain.

Nous vous demandons de rester fidèle à ces mêmes engagements et d'exiger justice et liberté pour la cause palestinienne de libération nationale.

Dites NON à ce « Prix », dites NON à la normalisation de l'Apartheid israélien, et soutenez la Justice, l'Égalité et la

Liberté pour le peuple palestinien tout entier.

La Campagne américaine pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël

Rejoignez l'appel à Stevie Wonder : Dites Non à l'Apartheid israélien

Inscrivez-vous ici pour ajouter votre organisation ou votre nom aux signatures de la lettre ouverte de l'USACBI à Stevie Wonder.

Source : USACBI

Traduction J.Ch pour BDS France

“She moves us”. Mais Puma participe à l'oppression des femmes palestiniennes.

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 7 mars 2021

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, alors que Puma lance sa campagne de marketing «She Moves Us» tout en soutenant l'apartheid israélien, les femmes palestiniennes et du monde entier qui évoluent dans le milieu du sport répondent avec #SheBoycotts.

Aujourd'hui, Journée internationale des droits des femmes, Puma lance «She Moves Us», une campagne de marketing pour «célébrer les femmes qui ont fait avancer la culture et le sport».

Cependant, Puma soutient les colonies israéliennes illégales obligeant les femmes palestiniennes et leurs familles à quitter leurs maisons. "She moves us" (elle nous fait bouger), mais Puma soutient l'occupation militaire israélienne qui empêche les athlètes palestiniennes de se rendre aux matchs. Elle nous fait bouger, mais Puma soutient l'apartheid israélien, y compris l'apartheid médical refusant des millions de vaccins aux Palestiniens pendant une pandémie.

Rejoignez-nous pour célébrer les femmes palestiniennes dans le sport. **Partagez la vidéo d'athlètes palestiniennes**, dont une joueuse de l'équipe nationale féminine de football, appelant à boycotter Puma jusqu'à ce qu'il mette fin à son soutien à l'apartheid israélien.

Agissez: dites à Puma que son soutien de l'apartheid israélien opprime les femmes palestiniennes

Vous pouvez tweeter : #SheMovesUs, mais @PUMA soutient l'apartheid israélien qui opprime les Palestinien.ne.s, en particulier les femmes. À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, rejoignez #SheBoycotts. Choisissez #BoycottPuma, pas... Cliquez pour tweeter

Des sportives du monde entier rejoignent leurs collègues palestiniennes, notamment une professeure de yoga en France, des danseuses acrobatiques en Italie, des cyclistes au Royaume-Uni et des coaches de course à pied aux États-Unis. Elles demandent à Puma de mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien qui sépare les familles palestiniennes, démolit les maisons palestiniennes et font sortir les enfants palestiniens de leurs lits lors de raids nocturnes.

Partagez la vidéo de ces femmes issues du milieu du sport et rejoignez #SheBoycotts.

Agissez: dites à Puma qu'on ne peut pas promouvoir l'égalité des sexes et aider à l'émancipation de certaines femmes tout en soutenant l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniennes.

Vous pouvez tweeter : #SheMovesUs mais @PUMA soutient l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniennes. Les femmes dans le sport se joignent aux athlètes palestiniennes pour #SheBoycotts lors de l'# IWD2021 Choisissez #BoycottPuma, pas... Cliquez pour tweeter

Vous pouvez également enregistrer votre propre vidéo et la partager sur les réseaux sociaux avec **les hashtags #SheMovesUS et #SheBoycotts**. Assurez-vous de taguer @Puma.

Source : BDS Movement

Nouveau procès suite à une action TEVA à Lyon : Droit au

boycott !

Nouveau procès suite à une action TEVA à Lyon : Droit au boycott !

Un procès intenté par l'entreprise pharmaceutique TEVA à l'association Europalestine doit avoir lieu le 16 mars prochain à 14H à Lyon.

Il fait suite à la publication par le site de cette association du compte rendu d'une action BDS menée en novembre 2016 par le collectif 69 Palestine, membre de la campagne BDS France.

L'entreprise israélienne TEVA veut ainsi empêcher toute visibilité des actions BDS contre elle.

La Campagne BDS France tient à rappeler qu'il est parfaitement légitime et légal de pratiquer le boycott en France, comme l'a rappelé l'arrêt de la CEDH en juin dernier (voir ou revoir le communiqué de la Campagne BDS France sur ce sujet)

C'est pourquoi nous demandons la relaxe immédiate de la directrice de publication du site Europalestine Olivia Zémor.

Nous appelons à participer aux rassemblements qui seront organisés contre ce procès, et à continuer à développer la campagne BDS en France.

La campagne BDS France, le 2 mars 2021

Des artistes se tiennent aux côtés de Ken Loach et contre le McCarthyisme

Par Artists for Palestine UK, le 8 février 2021

« Nous sommes profondément perturbés d'entendre parler d'une campagne maccarthyste qui demande à l'université d'Oxford d'annuler un événement public où le réalisateur Ken Loach viendrait débattre de sa brillante carrière dans le cinéma. La campagne pour réduire au silence un artiste de renommée mondiale, qui s'est activée en coulisses et n'est devenue publique qu'à la dernière minute, se sert de la définition controversée de l'antisémitisme par l'IHRA pour essayer d'empêcher un événement culturel d'avoir lieu. S'il était besoin d'une preuve quelconque supplémentaire pour démontrer comment on déploie une définition vaguement formulée pour faire taire les critiques de la politique israélienne envers les Palestiniens – alors, nous y voilà.

Nous avons été alertés par des universitaires palestiniens respectés, des chercheurs israéliens, des experts reconnus de l'antisémitisme, des dizaines d'associations juives progressistes, et d'autres qui disent que cette définition est utilisée comme une arme politique. Nous ne pouvons combattre le racisme, dont l'antisémitisme, en diabolisant et en réduisant au silence les défenseurs des droits des Palestiniens. »

Signataires :

Hany Abu-Assad, filmmaker

Raed Andoni, filmmaker

Hanan Ashrawi, Palestinian parliamentarian, scholar and civil

society leader

Nahed Awwad, filmmaker

Victoria Brittain, journalist, author, playwright

Judith Butler, philosopher and gender theorist

David Calder, actor

Dame Carmen Callil, publisher, editor

Julie Christie, actor

Caryl Churchill, playwright

Steve Coogan, actor, comedian, producer

Dror Dayan, filmmaker, senior lecturer

Raymond Deane, composer, author

Esther Ruth Elliott, actor, director

Brian Eno, musician, producer

Peter Gabriel, musician, founder WOMAD music festival

Tony Graham, theatre director

Ohal Grietzer, composer and mixed-media performer

Barbara Harvey, civil rights and labor lawyer

Trevor Hoyle, novelist and radio dramatist

Ronnie Kasrils, former South African Government Minister

Mike Leigh, screenwriter, director

Zweli Lile "Mandla" Mandela, South African Parliamentarian

Jean Said Makdissi, writer

Samir Makdissi, Professor Emeritus of Economics, AUB

Kika Markham, actor

Mai Masri, filmmaker

Thurston Moore, musician

David Morrissey, actor

Rebecca O'Brien, producer

Ruth Padel, poet

Maxine Peake, actor

Mark Rylance, actor

Alexei Sayle, comedian

Eyal Sivan, filmmaker

Rosemary Sayigh, journalist and scholar

Ahdaf Soueif, author, founder PalFest

Rima Tarazi, Palestinian pianist, composer and social activist

Harriet Walter, actor

Roger Waters, musician

Samuel West, actor, director

Rabbi Alissa Wise, deputy director of Jewish Voice for Peace

Source : Artists for Palestine UK

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Rejoignez les 10 000 personnes qui se sont engagées à boycotter AXA !

Le 9 février 2021

En novembre dernier, plus de 10 000 personnes et de 250 organisations, syndicats et entreprises se sont engagés à boycotter AXA. Rejoignez-les !

Plus de 10 000 personnes et de 250 organisations, syndicats et entreprises ont signé l'engagement à boycotter AXA. Parmi les organisations signataires figurent *Sabeel-Kairos* (Royaume-Uni), *l'Université bénédictine* (États-Unis), *l'Union syndicale Solidaires* (France) et la *Coordination nationale d'action pour la Paix et la Démocratie* (Belgique).

L'éminent universitaire et militant états-unien Noam Chomsky fait partie des signataires à titre individuel.

De plus, des dizaines de particuliers et organisations ont annulé leur police d'assurance AXA, notamment les ONGs belges *Viva Salud*, *ManiFiesta* et *Intal Globalize Solidarity*.

Les groupes membres de la coalition *Stop Axa Assistance to Israeli Apartheid* ont adressé une lettre signée par tous au P-DG d'AXA, Thomas Buberl et au P-DG AXA de leur pays respectif, mais AXA n'a pas répondu.

Même si AXA fait semblant de nous ignorer, nous savons que notre campagne est efficace et qu'AXA ressent notre pression. Nous avons besoin de plus de signatures encore pour faire monter la pression.

Depuis que nous avons commencé notre campagne, AXA s'est séparé d'Elbit Systems et a considérablement réduit ses parts dans Equitable Holdings (anciennement AXA Equitable Holdings).

Mais AXA continue d'investir dans les banques israéliennes qui sont des complices de l'occupation et de l'apartheid israéliens.

Si vous n'avez pas encore signé l'engagement à boycotter AXA, s'il vous plaît, remplissez le formulaire ci-dessous. Si vous l'avez fait, encouragez d'autres personnes et organisations à le signer.

Pour accéder au formulaire, cliquez [ici](#)

Nous comptons sur vous pour obtenir d'AXA qu'il se sépare de l'apartheid israélien !

Source : BDS Movement

Traduction : BP pour BDS France

31 organisations de défense des droits humains, réseaux & syndicats, palestiniens & européens demandent que la compagnie basque CAF soit incluse dans la banque de données des Nations Unies sur

Les colonies

Par BDS movement, le 9 février 2021

CAF étendra et exploitera le Train léger de Jérusalem, qui relie les colonies illégales en territoire palestinien occupé.

31 organisations de défense des droits humains, réseaux et syndicats de premier plan, de Palestine et d'Europe, ont soumis un rapport au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève, demandant que *Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles* (CAF) soit incluse dans la banque de données des Nations Unies des entreprises impliquées dans les activités coloniales illégales d'Israël, à cause de son rôle dans l'extension et l'exploitation du Train léger de Jérusalem (JLR), qui enracine les colonies illégales d'Israël dans Jérusalem occupée et annexée. Parmi les organisations qui ont remis le rapport figurent Amnesty International Espagne, Al-Haq, le *Cairo Institute for Human Rights Studies* (CIHRS, Institut du Caire pour les études sur les droits humains), le Centre de recherche sur les corporations multinationales (SOMO), 11.11.11, CNCD-11.11.11, le Centre européen de soutien juridique (ELSC), NOVACT – Institut international pour l'action non-violente, le Forum sur les droits, l'Institut transnational (TNI) et *War on Want* [Guerre à la misère].

La banque de données onusienne des compagnies impliquées dans l'entreprise illégale de colonisation d'Israël a été rendue publique en février 2020 ; elle liste 112 compagnies israéliennes et multinationales, dont le partenaire israélien de CAF pour le JLR, Shapir. Le HCDH est mandaté pour mettre à jour la banque de données chaque année. En 2016 et 2017, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a jugé le JLR illégal, disant qu'il est « en violation claire du droit international et des résolutions pertinentes des Nations

Unies ».

Le rapport commun soumis au HCDH explique que : « En connectant les colonies et en facilitant la mobilité entre elles, Jérusalem-Ouest et Israël, le JLR contribue substantiellement à la maintenance et à l'extension des colonies illégales d'Israël dans Jérusalem-Est occupé et à l'enracinement de l'annexion illégale de la ville par Israël, consolidant finalement l'annexion par Israël du territoire palestinien occupé, ce qui est contraire au droit international ».

Maha Abdallah de l'Institut du Caire pour les études sur les droits humains a dit : « En réalisant le projet dans Jérusalem-Est occupée et annexée, CAF est impliqué dans des violations flagrantes et systématiques des droits humains fondamentaux contre les Palestiniens ». Abdallah a ajouté : « La construction de la 'Ligne rouge' déjà existante a provoqué des expropriations importantes de biens palestiniens, alors que la nouvelle 'Ligne verte' servira la colonie de Gilo, parmi d'autres colonies illégales, dont l'existence et la croissance privent les Palestiniens d'accès à leur terre et à leurs ressources et de leur usage. »

Dans ce but, le HCDH doit remplir intégralement son mandat en mettant à jour annuellement la banque de données des Nations Unies pour y inclure les compagnies impliquées dans l'entreprise coloniale illégale d'Israël – ainsi qu'il en a reçu originellement le mandat de la part du Conseil des droits de l'homme, dans la résolution 31/36 de 2016. Wesam Ahmad, le Coordinateur pour les entreprises et les droits humains d'Al-Haq a dit : « La banque de données est un outil important pour mettre à jour la structure économique incitative qui a permis à une occupation militaire de se transformer en une situation de colonialisme contemporain et le rôle d'entreprises comme CAF doit être traité dans la mise à jour annuelle. »

Giovani Fassina, directeur de programme d'ELSC, a dit: «

L'activité continue de CAF dans les TPO est illégale selon le droit international. En mettant leurs intérêts commerciaux au-dessus des droits à l'existence des Palestiniens vivant sous une occupation prolongée et illégale, CAF a choisi de placer le profit avant l'humanité. Nous espérons que par son inclusion dans la banque de données des Nations Unies CAF entendra l'appel de la société civile et se retirera du projet JLR.

En février 2020, 70 groupes basques ont lancé une campagne appelant CAF à se retirer du JLR. Il y a deux semaines, des personnes de tout le pays basque – à Iruña, Bilbao, Gasteiz, et Oñati – ont manifesté pour demander que CAF cesse de construire le JLR. Kepa Torrijos de Sodepaz, une des organisations du pays basque signataires, a dit : « Les groupes du pays basque travaillent sans relâche pour mettre fin à la complicité basque avec l'apartheid israélien. Nous travaillons étroitement avec des syndicats à l'intérieur de CAF, qui depuis le tout début ont aussi appelé à ce que la compagnie ne participe pas à l'appel d'offres. Le conseil des travailleurs au siège de CAF à Beasain a appelé CAF à se retirer du projet. Nous sommes aussi liés à des groupes de toute l'Europe qui essaient de faire exclure CAF des offres publiques jusqu'à ce que CAF mette fin à son implication avec l'apartheid israélien. »

De plus, des organisations espagnoles de défense des droits humains, des syndicats en Norvège, et des groupes de la société civile au Royaume-Uni appellent à ce que CAF soit exclu des contrats publics dans leur pays à cause de sa construction du JLR.

Mardi 15 décembre 2020, des militants israéliens ont bloqué la construction du Train léger de Jérusalem dans la colonie de Gilo. Ils tenaient une banderole disant : « CAF, descends du train de l'apartheid israélien » et ont appelé CAF à se retirer du projet JLR.

Liste complète des signataires :

1. 11.11.11
2. Al-Haq
3. Amnesty international Espagne
4. Association France Palestine Solidarité (AFPS)
5. Belfast Trades Union Council
6. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
7. CNCD-11.11.11
8. Comité Solidaridad con la Causa Árabe
9. Craigavon Trades Council
10. European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)
11. European Legal Support Center (ELSC)
12. European Trade Union Network for Justice in Palestine
13. Fagforbundet – Norwegian Union of Municipal and General Employees
14. ICAHD Finland
15. Mundubat
16. Northern Ireland Public Service Alliance (NIPSA)
17. Norwegian People's Aid
18. Norwegian Union of Railway Workers
19. NOVACT – International Institute for Nonviolent Action.
20. Palestinian Center for Human Rights (PCHR)
21. Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC)
et ses membres :
 - Al-Haq, Law in the Service of Mankind.
 - Al Mezan Center for Human Rights
 - Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
 - Palestinian Center for Human Rights
 - DCI – Defense for Children International – Palestine
 - Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center
 - Aldameer Association for Human Rights
 - Ramallah Center for Defense of Liberties and Civil Rights
 - The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman

Office) – Observer Member

- Muwatin Institute for Democracy and Human Rights – Observer Member

22. Paz con Dignidad

23. Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

24. Sodepaz

25. SUDS

26. The Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)

27. The Rights Forum

28. Transnational Institute (TNI)

29. Union syndicale Solidaires

30. War on Want

31. Women in Black (Vienna)

Pour un résumé du rapport cliquez [ici](#).

1 Pour la liste complète des signataires, voir ci-dessous.

2 Résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies A/HRC/31/L.39, 22 mars 2016, p. 7 (a) et A/HRC/34/L.41/Rev.1, 22 mars 2017, p. 8 (a).

Source : BDS Movement

Traduction CG pour BDS France

Plus de 1000 artistes

d'Irlande écrivent une page d'histoire en s'engageant à boycotter Israël

Alors que le soutien pour le mouvement BDS – Boycott, désinvestissement et sanctions – initié par les Palestiniens continue à croître dans le monde entier, l'« Engagement des artistes irlandais·es à boycotter Israël » vient de dépasser les 1034 signataires. L'engagement, qui a été lancé il y a dix ans, voit des légendes culturelles irlandaises comme Stephen Rea, Sinéad Cusack, Donal Lunny, Andy Irvine, Damien Dempsey, Sharon Shannon, Robert Ballagh, Mary Black et Kíla rejointes par de prometteuses étoiles montantes comme Sisterix, CMAT, Kneecap, TPM, Steo Wall et Roisin El Cherif ainsi que par des personnalités bien établies comme Kevin Barry, Joe Rooney, Paul Duane et Eugene O'Hare.

L'Engagement – dont les signataires promettent de s'abstenir de donner des spectacles dans l'état d'apartheid d'Israël – a été lancé par la Campagne de solidarité Irlande-Palestine (Ireland-Palestine Solidarity Campaign, IPSC) en août 2010. Modelé sur le fructueux boycott culturel de l'Afrique du sud de l'apartheid, il a été qualifié d'« initiative révolutionnaire » par le Comité national de BDS en Palestine, le leadership du mouvement mondial BDS pour la liberté palestinienne. L'Engagement déclare ce qui suit :

« ENGAGEMENT DES ARTISTES IRLANDAIS·ES À BOYCOTTER ISRAËL

En réponse à l'appel de la société civile palestinienne à un boycott culturel d'Israël, nous nous engageons à ne profiter d'aucune invitation à jouer ou à exposer en Israël, et à n'accepter de subvention d'aucune institution liée au gouvernement d'Israël, jusqu'au moment où Israël respectera le droit international et les principes universels des droits

humains. »



Les signataires vont de certaines des personnalités d'Irlande les plus connues internationalement à des artistes débutant leurs carrières. Y figurent des acteur·rice·s, des écrivain·e·s, des poètes, des peintres, des sculpteur·trice·s, des réalisateur·trice·s, des danseur·euse·s, des architectes, des compositeur·trice·s, des designers, des musicien·ne·s, et d'autres artistes, dont beaucoup de membres de l'académie d'artistes Aosdána, qui est subventionnée par l'état.

Ce boycott a été le premier boycott culturel d'Israël organisé nationalement, et il a été suivi par des initiatives similaires fructueuses en Suisse, en Afrique du Sud, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays.

Fatin Al Tamimi, présidente de la Campagne de solidarité Irlande-Palestine, a dit : « Alors que les Palestinien·ne·s luttent pour gérer la double menace de la pandémie de Covid-19 et du répressif régime d'apartheid d'Israël, avec l'annexion toujours menaçante, il y a une croissante absence d'espoir dans ma patrie en ce moment.

Mais le fait que des centaines d'artistes d'Irlande soient prêt·e·s à manifester leur solidarité avec notre lutte en refusant d'aider l'Israël de l'apartheid à blanchir culturellement ses crimes contre mon peuple est un immense rayon d'espoir, qui me rend incroyablement fière de ma patrie d'adoption. Je remercie chacun·e des signataires et je demande à tous les autres artistes irlandais de signer, pour boycotter Israël, jusqu'à ce que nous, Palestinien·e·s, jouissions de notre liberté, de la justice et de l'égalité. »

Pour voir la liste complète des signataires, cliquez ici : <https://www.ipsc.ie/pledge>

Source : Palestine News Network

Traduction CG pour BDS France

Appels à BDS de la PNFTU et de la CGT-INRAE suite au meurtre d'un travailleur palestinien

Nous réclamons justice pour le meurtre d'un travailleur palestinien

Des colons israéliens ont torturé et battu à mort un travailleur palestinien sur son lieu de travail, dans la colonie de peuplement israélienne illégale de Gilo. Le corps d'Abdulfatah Obayat, 37 ans, a été trouvé dans cette colonie, le 16 décembre 2020. **La Nouvelle Fédération des Syndicats Palestiniens (Palestine New Federation of Trade Unions, PNFTU) dénonce ce meurtre sauvage, et appelle à BDS.**

<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/12/29/les-nouveaux-syndicats-nous-reclamons-justice-pour-le-meurtre-dun-travailleur-palestinien/>

La CGT-INRAE dénonce également ce meurtre et apporte son soutien à la PNFTU.

En pleine propagation de la pandémie de Covid-19, le gouvernement de l'Etat d'Israël tire profit de la période pour maintenir son économie par l'exploitation de centaines de milliers de travailleurs palestiniens, les réduisant à des conditions de travail inhumaines.

Avec la PNFTU, la CGT-INRAE demande à l'Organisation internationale du travail, à la Confédération syndicale internationale, et aux autres syndicats de tenir l'Etat d'Israël, ses sociétés, et ses colons, pour responsables de leurs crimes contre les travailleurs palestiniens. Et de faire campagne pour la dénonciation d'Israël comme étant un État d'apartheid, pour l'interdiction des produits et services issus des colonies de peuplement israéliennes et pour la cessation de toute activité commerciale avec les entreprises israéliennes, et internationales, qui opèrent et tirent profit de ces colonies de peuplement.

La CGT-INRAE est membre de la Campagne BDS-France et appelle les travailleurs de l'INRAE à renforcer cette campagne, jusqu'à ce que l'Etat d'Israël respecte les droits humains en Palestine.

Puma échange un distributeur israélien complice pour un autre et maintient son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), le 8 janvier 2021

Puma semble avoir cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations du droit international par Israël, mais n'a même pas réussi à le faire. Puma devrait viser à mettre fin à toute complicité dans les violations israéliennes des droits des Palestiniens, pas à mettre à mal les campagnes de contrôle et de relations publiques.


Comme le boycott mondial de Puma pour son soutien aux colonies illégales israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens continue de grandir, Puma a intensifié sa campagne de désinformation pour détourner les critiques.

A la mi-décembre, des défenseurs des droits de la personne humaine du monde entier ont pris contact avec Puma lors de la 4ème Journée d'Action Boycott Puma, exhortant la société à mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniens. Puma a répondu avec une

déclaration qui comportait un mensonge après l'autre.


Dans la déclaration, Puma a déclaré qu'il « ne soutient pas d'équipes de football dans les colonies ».

C'est faux. Puma est le principal sponsor de l'Association Israélienne de Football (AIF), qui comprend des équipes dans les colonies illégales israéliennes et les défend. Le logo de Puma se trouve sur tout le site internet de Puma, y compris directement sous une carte des terrains de football israéliens dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.

 *Le logo de Puma sur le site internet de l'Association Israélienne de Football sous une carte qui présente les infrastructures du football dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.*

Puma a ensuite déclaré que « son distributeur israélien n'a pas non plus de succursales dans les colonies ».

C'est également faux. Delta Galil, détenteur exclusif pour Israël de la licence de Puma jusqu'à la fin de 2020, possède des filiales dans les colonies illégales israéliennes et figure sur la liste de la base de données de l'ONU des sociétés des colonies illégales.

 *Delta Israël, détenteur exclusif en Israël de la licence de Puma jusqu'à fin 2020, a des magasins dans les colonies illégales israéliennes en territoire palestinien occupé.*

Puma a continué à prétendre que le nouveau détenteur de sa licence « Al Srad Ltd. n'a lui non plus aucune activité ou succursale dans les colonies ».

Encore faux. Al Srad Ltd. – Irani Corporation, exploite la chaîne de magasins de vêtements Factory 54, qui est elle aussi un sponsor de l'AIF. Factory 54 a un magasin dans le centre commercial Mamilla, qui est situé dans le « no man's land »

qui entoure Jérusalem Est occupée et fait partie de l'entreprise israélienne de colonisation-annexion illégale.

✘ *Le représentant exclusif actuel de la licence de Puma en Israël fait des affaires sur la terre occupée par Israël en violation du droit international.*

En 1958, la résolution 127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a confirmé qu'Israël n'avait aucune souveraineté sur aucune partie du « no man's land ». Par conséquent, Israël a occupé et illégalement annexé Jérusalem Est en 1967, y compris le « no man's land ». Le droit international considère que le « no man's land » est un territoire occupé. Les Nations Unies et la communauté internationale reconnaissent Jérusalem Est comme faisant partie intégrante du territoire palestinien occupé.

Le nouveau représentant exclusif de la licence Puma en Israël, Al Srad Ltd., exploite un magasin de détail construit sur une terre occupée en violation du droit international.

Sous pression de la campagne mondiale de boycott, avec un nombre croissant de clubs de sport qui laissent tomber leur parrainage de Puma, et Puma étant obligé d'abandonner son propre hashtag #PumaFam, la marque a apparemment cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations israéliennes des droits de la personne humaine en mettant fin à son contrat avec Delta Galil.

Puma a simplement échangé une société israélienne complice pour une autre, tout en maintenant son parrainage de l'Association Israélienne de Football et son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël.

Il est incompréhensible que Puma, qui se présente comme une société championne de justice sociale, veuille prendre ses distances avec le régime d'apartheid d'Israël qui vole la terre et les ressources de la population palestinienne

autochtone qu'elle maintient sous occupation armée depuis des décennies.

Cependant, les campagnes de relations publiques destinées à mettre à mal le contrôle n'arrêteront pas les campagnes mondiales de boycott.

Tant que Puma ne mettra pas complètement fin à son implication dans les violations du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël, la campagne de boycott ne fera que grandir.

Source : BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Des artistes et des universitaires de Montréal s'opposent à un accord de libre échange afin de défendre les droits des Palestiniens

Plus de 150 artistes et universitaires et plus de 20 syndicats, organisations culturelles, associations étudiantes et collectivités autochtones de Montréal appellent le gouvernement canadien à annuler l'Accord de Libre Echange Canada-Israël.

Cette déclaration communautaire d'opposition collective à l'Accord de Libre Echange Canada-Israël (CIFTA) a d'abord été lancée en juillet 2020 dans le cadre de la vague mondiale de protestations pour s'opposer à la poussée du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu pour annexer officiellement la Vallée du Jourdain, en territoire palestinien occupé.

Plus précisément, cette déclaration fait partie d'une série d'actions locales en cours à Tiohtià/ke/Montréal visant à construire une solidarité avec la lutte permanente des Palestiniens contre les démarches de l'Etat d'Israël pour étendre la colonisation à l'intérieur de la Cisjordanie.

Dans le contexte local, l'opposition au CIFTA proteste contre la complicité de la part du gouvernement canadien envers la politique de l'État d'Israël. Le CIFTA ne comporte aucune demande d'identification des produits israéliens fabriqués dans les colonies illégales en territoire palestinien occupé et vendus au Canada. Le CIFTA fonctionne aussi comme un accord politique qui travaille à normaliser la politique violente de l'État d'Israël envers le peuple palestinien, comme l'incarcération de masse, sans accès à un procès équitable, de nombreux civils palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, comme le rapporte l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et de défense des Droits de l'Homme.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël doit se terminer, tout comme l'annexion

Le Canada et Israël maintiennent un vaste accord de libre-échange, l'ALÉCI, établi pour la première fois en 1997 et « modernisé » lors de deux phases de négociation en 2014-2015 et 2017-2018.

En 2019, le gouvernement libéral a publiquement célébré l'accord remanié, avec l'annonce de l'ancien ministre de la

Diversification du Commerce international : « Le Canada et Israël sont des amis et des alliés fidèles, et nous avons un nombre impressionnant d'activités de coopération entre nos deux pays. »

Alors que le gouvernement israélien s'apprête à annexer de grandes parties de la Cisjordanie palestinienne, y compris la vallée du Jourdain, le gouvernement canadien doit annuler l'ALÉCI.

Partout dans le monde, des organisations internationales de défense des droits humains, des militantes et militants et même certains gouvernements prennent des mesures diplomatiques à cet effet. Pourtant, le Canada n'a pas répondu à l'urgence de cet acte éhonté de colonisation par l'État israélien en Palestine occupée.

Aujourd'hui, les organisations et les individus soussignés s'unissent pour demander collectivement au gouvernement canadien d'annuler l'Accord de libre-échange Canada-Israël.

Il s'agit d'une large coalition composée de syndicats, d'organisations culturelles, de groupes communautaires et de collectifs militants. Nous exprimons notre soutien et notre solidarité avec la lutte palestinienne contre la colonisation israélienne en cours, tout en rejetant les actions complices du gouvernement canadien visant à offrir une protection diplomatique aux actions israéliennes.

Nous ne devons pas rester silencieux.

Signataires initiaux / letter initiators:

Mostafa Henaway, Academics for Palestine.

Stefan Christoff, Howl! arts.

Individual signatories:

1. Nawar Al Rufaie // DJ + musician, (Sandhill).

2. Faiz Abhuani // Brique par brique immobilier communautaire.
3. Dominique Daigneault // Présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
4. Chantal Ide // Vice-présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
5. Anna Pringel // Writer, artist, and activist with Solidarity Across Borders.
6. Kiva Stimac // Artist, Popolo Press, founder of Casa del Popolo.
7. Gwendolyn Schulman // Translator, co-host of Amandla! Radio on CKUT 90.3fm.
8. Nick Schofield // Musician, (Rêves sonores, Saxsyndrum).
9. Zahra Moloo // Filmmaker, photographer.
10. Norma Rantisi // PhD. Professor , Geography, Planning and Environment, Concordia University.
11. Norman Achneepineskum // Artist, musician, (Buffalo Hat Singers).
12. Mariana Marcassa // PhD in Clinical Psychology, artist and sound therapist.
13. Elena Razlogova // Author, Associate Professor, History, Concordia University.
14. Aziz Choudry // Associate Professor and Canada Research Chair in Social Movement Learning and Knowledge Production in the Department of Integrated Studies in Education, McGill University.
15. Eric Shragge // Associate Professor, Concordia University (retired), president of the Board of Directors of the Immigrant Workers Centre.

16. Nadine Altounji // Musician, educator.
17. Razan AlSalah // Filmmaker, Assistant Professor, Communication Studies, Concordia University.
18. Adam Gwiazda-Amsel // Community organizer.
19. Anastasia Voutou // Community organizer.
20. Philippe Battikha // Musician.
21. Catherine Debard // Musician, (YlangYlang).
22. Albu // Artist.
23. Emily R. Douglas // PhD Candidate in the Department of Philosophy, McGill University.
24. Amanda Ruiz-Méndez // Artist.
25. Aaron Vansintjan // PhD Candidate, Community activist, unevenearth.org
26. Simone Lucas // video artist and community activist.
27. Emmanuel Madan // Artist and arts worker.
28. Airick Asher // Musician, (Doldrums).
29. Jessie Lauren Stein // Musician, geographer, artist, (The Luyas).
30. Mauro Pezzente // (Casa del Popolo, Godspeed You! Black Emperor).
31. Devlin Kuyek // Researcher, GRAIN.
32. Daniel Áñez // Musician, composer.
33. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.
34. Nasir Hasan // Musician, cultural worker.

35. Duha Elmardi // Community activist, Convergence des luttes des Suds.
36. Moe Clark // Multidisciplinary Métis artist.
37. Yves Engler // Author.
38. Ricardo Lamour // Artist, community organizer, (Emrical).
39. Ky Grace Brooks // PhD Candidate, School of Information Studies, Musician (LungButter).
40. Kevin Yuen Kit Lo // Creative Director, LOKI
41. Kevin A. Gould // Associate Professor, Department of Geography, Planning and Environment, Concordia University.
42. Meriem Ramoul // Artist.
43. Freda Guttman // Artist, Activist.
44. Mary-Ellen Davis // Cinéaste, travailleuse culturelle, enseignante.
45. Amélie Nguyen // Coordonnatrice, Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO).
46. Sheena Hoszko // Sculptor, anti-prison activist.
47. Léon Lo // Artist, (Skinnybones).
48. Sarah Pagé // Musician.
49. Omar BenAli // Community activist.
50. Mohamed El Fakir // Community activist.
51. Zahia El-Masri // Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).
52. Guillaume Vallée // Film director.
53. Leila Bdeir // M.A., Humanities, Vanier College.

54. Kelly Nunes // Artist, Multimedia Director at Moment Factory.
55. Rose Marie Whalley // Community radio host, Older Women Live (OWL) on CKUT 90.3 FM.
56. Mouloud Idir-Djerroud // politologue et militant panafricaniste, Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Montréal).
57. Norman Nawrocki // Author, musician, actor.
58. Hermine Ortega // Artist, Nullica, l'Oie de Cravan.
59. Andreas Iakovos Koch // Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.
60. Maya Cardin // Artist, Mayamorphosis.
61. Sarah Mangle // Artist.
62. Samaa Elibyari // Community activist, Canadian Council of Muslim Women.
63. Lari Jalbert // Multidisciplinary artist.
64. Maude Caron // Artist.
65. Saeed Kamjoo // Artist, musician.
66. Brett Howie // Musician, McGill Law student.
67. Laura Bardsley // Artist, (blue odeur / puncti).
68. Jeremy Young // Musician (Sontag Shogun).
69. Julia E Dyck // Sound + Radio Artist + Educator.
70. Denis Kosseim-Philosophy professor Cégep André-Laurendeau.
71. Malek Abi-Saab, professor Dept. Of Islamic Studies, McGill University.

72. Rachad Antonius, Professor UQAM.
73. Adi Shulhut // Artist, Errorrist, Mediteranos.
74. Amy Macdonald // Musician, consultant // arts + culture (Nennen).
75. Bianca Mugyenyi // Writer, activist, Canadian Foreign Policy Institute.
76. Benjamin J. Allard // MFA, artist and cultural worker.
77. Fanny Latreille // visual artist + cultural worker.
78. Laurie Magnan // Master art history, Université du Québec à Montréal (UQAM).
79. Simon Brown // Poet, translator and interdisciplinary artist.
80. Sarah Chouinard Poirier // Performance artist.
81. Aidan Girt // musician (One Speed Bike, Godspeed You! Black Emperor).
82. Nelly Bassily // Activist, Disability justice, Media maker.
83. Aaron Lakoff // Media maker, activist, Communications at Independent Jewish Voices.
84. Sam Bick // Community activist, co-host TREYF podcast.
85. Miranda Gee Jones // Theatre/radio artist.
86. Aalya Ahmad, Ph.D., Comparative Literary Studies, former Adjunct Professor, Carleton University.
87. Leah Freeman // Travailleuse sociale.
88. Zackary Derrick //
89. Vicky Mettler // Musician, (Kee Avil).

90. Raphaël Foisy-Couture // Musicien, travailleur culturel 2.
Freda Guttman // Artist, community activist.
91. Sam Shalabi // Musician, composer.
92. Samer Najari // Cinéaste.
93. Darren Ell // Photographer.
94. Amber Berson // Writer, curator, programming coordinator
at articule.
95. Thomas Boucher // Photographer, musician, teacher.
96. Jérémie Dubé-Lavigne // Photographer.
97. Jason Gillingham // Artist, sculptor.
98. Nadia Moss // Artist, educator.
99. Jovien Smith // Artist.
100. Ghassen Ghariani // Community advocate.
101. Nadia Bashalani // Musician.
102. Wayne Tennant // Musician.
103. Adham Bozart // Musician, painter.
104. Adam Daudrich // Musician.
105. Aimé Claude // Organisateur communautaire, UQAM.
106. Ahmad Naser Eldein // Photographer.
107. Xarah Dion // Musician.
108. Ioannis Mitliagkas // Association Des Travailleurs Grecs
De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
109. Thanasis Papazoglou // Association Des Travailleurs Grecs
De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.

110. Michalis Famelis // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
111. Stefan Verna // Filmmaker.
112. Hanadi Saad // Community activist, Justice Femme.
113. May Chiu // Attorney.
114. Noah Cannon // Concordia MSc. Geography Student
115. Brian Aboud // Professor, Humanities, Vanier College
116. Alessandra Renzi //Associate Professor, Communication Studies, Concordia University
117. Ariane Lorrain // Filmmaker
118. Krista Lynes // CRC in Feminist Media Studies, Associate Professor, Communication Studies
119. Ghassan Fayad // Producer
120. Diana Allan // Assistant Professor, Department of Anthropology and Institute for the Study of International Development, McGill University
121. Michelle Hartman // Professor Department of Islamic Studies, McGill University
122. Amir Massoumi //
123. Emma Haraké // Artist, educator.
124. Jérémi Roy // Musician.
125. Joël Lavoie // Musician.
126. Adam Kinner // Musician.
127. Alegría Gobeil // Performing artist.
128. Andrea Levy // Ph.D, writer and editor, Canadian

Dimension Magazine.

129. David Widginton // Undisciplinary Activist.

130. Zoë Thomas // Musician, Doctor at Department of Psychiatry at the Jewish General Hospital.

131. Chantal Partamian // filmmaker.

132. Natalie Kouri-Towe // Assistant Professor, Simone de Beauvoir Institute, Concordia University.

133. Sharlene Bamboat // Artist.

134. Alex Pelchat // Musician, enseignant à la CSDM.

135. Sarah Spring // Film producer.

136. Noam Bierstone // Musician, NO HAY BANDA.

137. Claudia Burneo // Artist.

138. Dr. Alan Wong // Community Organizer & Educator, Vanier College.

139. Aisling Chin-Yee // Filmmaker.

140. Alex Ginella // Musician.

141. Paul Phillips // Musician.

142. Aidee Arenas // Artist.

143. Samuel Landry // Musician (Le Berger).

144. Laurence Beaudoin Morin // Performance artist.

145. Shanice Nicole // Poet and educator.

146. Fabienne Presentey // Independent Jewish Voices Canada's chapter in Montréal.

147. Clément Schreiber // Acteur-Comédien, Metteur en scène,

Narrateur.

148. Parker Mah // Community worker, artist, DJ Rhythm & Hues.

149. Simone Lucas // Filmmaker, artist.

150. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.

151. Cindy Milstein // Author, activist.

152. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.

153. Nicolas Royer-Artuso // Scholar, musician and performance artist.

154. Amelia Orellana // Activiste, traductrice multilingue.

155. Anastasia Culurides // Musician, Interior Designer.

156. Jean-Pierre Gorkynian // Writer.

157. Omar Burgan

158. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.

159. Naomi Bénéteau Goldberg // Climate justice organizer.

Organizational endorsements

1. Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM-CSN).

2. Suoni per il Popolo Festival.

3. McGill Radical Law Students' Association.

4. Academics for Palestine Concordia University.

5. Centre des travailleurs et travailleuses immigrants / Immigrant Workers Centre.

6. Canadian Foreign Policy Institute.
7. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.
8. Independent Jewish Voices Canada.
9. Conseil régional FTQ Montréal métropolitain.
10. Howl! Arts
11. Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
12. Le collectif Regards palestiniens.
13. College & University Workers United (CUWU).
14. Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).
15. Canadian Union of Postal Workers (CUPW).
16. Canadian Dimensions Magazine.
17. Indigenous Land Defenders.
18. No More Silence.
19. Faculty for Palestine (F4P), Toronto.
20. Labour4Palestine, Canada.
21. Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).
22. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.

Source : BDS movement

Traduction : J. Ch. pour BDS France

La société espagnole CAF critiquée pour sa complicité avec l'apartheid d'Israël

Des manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe, en amont de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien du 29 novembre, contre l'implication de la société CAF dans le projet de tram de Jérusalem.

Des groupes, de la Norvège à la France, se sont mobilisés sur le terrain et en ligne pour appeler la société basque CAF à renoncer au contrat du tram de Jérusalem (JLR) et à mettre fin à sa complicité avec l'apartheid israélien. Près de 5 000 personnes ont envoyé des courriels au PDG de la CAF et le hashtag #CafGetOffIsraelsApartheidTrain a été imprimé plus d'un million de fois.

Les experts juridiques bien connus David Bondia, Juan Hernández Zubizarreta et Ferran Izquierdo ont coécrit un article expliquant pourquoi et comment les institutions espagnoles peuvent et devraient écarter le constructeur ferroviaire de ces marchés publics. Des interviews ont été diffusées sur la radio nationale espagnole et sur les radios basques 97Irratia et UHIntifada.

Le 28 novembre, des militants ont organisé des manifestations dans tout le Pays basque. Malgré les circonstances difficiles dues à la pandémie, des centaines de personnes sont descendues dans les rues de Bilbao, Gipuzkoa, Gasteiz et Nafarroa. À Bilbao, le secrétaire de la section basque de CC00, le plus grand syndicat de l'État espagnol, ainsi que des membres des partis politiques Elkarrekin Podemos et EH Bildu se sont

jointes aux protestations. Des mouvements sociaux tels que Ongi Etorri (un groupe de défense des droits des réfugiés) et Mujeres contra la Guerra (Femmes contre la guerre) ont joué un rôle important dans le soutien à l'organisation de la manifestation. Des membres de tous les syndicats de la CAF étaient également présents à la mobilisation et appelaient à manifester depuis des semaines.



Des personnalités connues, comme le bertsolari (poète traditionnel basque) Iñaki Viñaspre, la féministe et journaliste Irantzu Varela, les coureurs Javi Dominguez et Oihana Azkoerbebeitia, l'artiste Tasio, les journalistes Amparo Lasheras et Juan de la Vega, les groupes de musique Huntza, Herdoil, Boot Boys, Brigade Loco, Afu, Ibil Bedi et Hutsun Txalaparta, DJ Bull, ainsi qu'Alava, un groupe de femmes retraitées d'Álava, ont également appelé à la mobilisation au Pays basque le 28 novembre.

Au début du mois de novembre, des groupes du Pays basque s'étaient également mobilisés contre la CAF dans le cadre de la campagne « Un monde sans murs ».

Source : BNC

Traduction : SF pour BDS France

Campagne AXA

Vous trouverez dans le dossier téléchargeable ici : Matériel AXA – Déc. 2020

- Des visuels de la campagne AXA
- Des rapports et documents
- Un tract et des lettres types

Nous rassemblons ci-dessous les articles publiés sur le site sur la campagne AXA :

- Communiqué BDS du 30/11/2020 : Des milliers de personnes s'engagent à boycotter le géant des assurances AXA en raison de sa complicité avec l'occupation israélienne illégale
- Campagne BDS du 1/11/2020 : On y est presque ! Aidez nous à atteindre 10.000 promesses de boycott d'AXA
- Signez la pétition ici : <https://bdsmovement.net/news/-boycott-axa-insurance-company-israeli-apartheid#Pledge>

**Journée internationale
d'action pour le boycott de
Puma : Ne mettez pas
l'apartheid israélien sous le
sapin de Noël – 12 décembre**

2020

Journée internationale d'action pour le boycott de Puma : Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël – 12 décembre 2020

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 20 novembre 2020.

*Le soutien de Puma à l'occupation militaire israélienne et au régime d'apartheid en fait **Le Pire Cadeau De tous** Rejoignez le 12 décembre les groupes du monde entier pour la quatrième journée d'action contre le soutien de Puma aux colonies illégales d'Israël sur les terres palestiniennes volées. Le gouvernement d'extrême droite israélien intensifie son expansion de colonies illégales sur des terres palestiniennes volées. Dans le même temps, il démolit un nombre record de maisons palestiniennes, laissant des centaines de familles palestiniennes sans abri pendant une pandémie.*

Le soutien de Puma à ces violents accaparements de terres en fait ... **Le Pire. Cadeau. De tous.**

Ne mettez pas l'apartheid israélien sous le sapin de Noël

**Inscrivez-vous pour la 4ème Journée Internationale d'action
BoycottPuma, 12 décembre**

ICI

L'occupation militaire israélienne et les colonies illégales forcent les familles palestiniennes à quitter leurs maisons, avec le soutien total de l'administration Trump.

Puma affirme qu'il soutient l'égalité mais il contribue à prolonger la dépossession brutale des Palestiniens autochtones.

Puma soutient les équipes de football dans les colonies illégales d'Israël par sa licence exclusive en Israël qui a des filiales dans les colonies.

Puma, sponsor de l'apartheid israélien : Le Pire. Cadeau. De tous.

Inscrivez-vous pour la 4ème #Journée Internationale d'action BoycottPuma, 12 décembre

ICI

Alors que les populations du monde entier sont aux prises avec la pandémie de Covid-19, avec la catastrophe climatique et les effets du capitalisme sauvage, nos choix en tant que consommateurs sont plus importants que jamais.

Nos choix et nos campagnes ont le pouvoir d'apporter des changements. Nous pouvons convaincre les entreprises de respecter leurs politiques en matière d'éthique et de droits humains.

Puma est très soucieuse de son image. Un avocat de Puma nous a dit que nos appels au boycott de Puma rendent leur vie » pénible « .

Rejoignez-nous dans nos efforts pour convaincre Puma de mettre fin à son soutien profondément immoral aux violations des droits humains des Palestiniens par Israël.

Passez à l'action :

Vous trouverez ci-dessous des idées pour la journée d'action #BoycottPuma, que ce soit chez vous ou, si les restrictions locales de COVID-19 le permettent, dans les magasins ou chez les détaillants de Puma.

Chaque groupe local BDS France décide quel type d'action il souhaite faire : en ligne ou dans la rue !

Soyez créatifs ! Intégrez des thèmes sportifs à vos actions et partagez-les sur les médias sociaux.

Utilisez les hashtags #BoycottPuma et #PumaFam (ceux de Puma, que nous avons complètement détournés !).

Pour les actions dans la rue ou dans les magasins :

1. Organisez un « Le Pire. Cadeau. De tous. » dans ou devant un magasin ou un détaillant Puma

Soyez créatifs. Faites savoir aux consommateurs que Puma est le « pire cadeau de tous ». Imprimez les visuels « **Le Pire. Cadeau. De tous.** » et demandez aux passants si vous pouvez les prendre en photo avec un des visuels.

Utilisez le localisateur de magasins Puma ou recherchez Puma sur Google Maps pour trouver les magasins Puma dans votre ville.

2. Marquez un but #BoycottPuma pour les droits des Palestiniens

Mettez en place un but #BoycottPuma et marquez un point pour les droits des Palestiniens ou organisez un match de football simulé. Partagez une photo ou une vidéo sur les médias sociaux avec le hashtag #BoycottPuma.

3. Utilisez la banderole « Taclons Puma » et distribuez des tracts. (modèle ci-dessous)

Pour les actions en ligne :

1. Possédez-vous des équipements de la marque Puma ? Transformez-les !

Inscrivez « Boycott » au-dessus du logo des équipements Puma que vous possédez, ou collez-le simplement sur le logo Puma. Réalisez une courte vidéo ou prenez une photo de vous pendant que vous changez la marque de votre équipement Puma et

publiez-la sur les médias sociaux.

2. Faites appel aux équipes parrainées par Puma pour #BootPuma

Vérifiez si les équipes locales sont sponsorisées par Puma et incitez-les à abandonner Puma. Prenez une photo avec le maillot de votre équipe en tenant un panneau #BoycottPuma et publiez-la sur les médias sociaux.

Avant le jour de l'action :

1. Remettez ou envoyez l'appel de 200 clubs palestiniens aux bureaux de Puma

Puma a des bureaux en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Suède, en Norvège, en Finlande, au Danemark, en Autriche, aux Pays-Bas, en France, en République tchèque, en Pologne, en Turquie, en Afrique du Sud, aux EAU, aux États-Unis, en Argentine, au Chili, au Mexique, au Pérou, en Inde, en Australie, à Singapour, en Malaisie, en Indonésie, au Japon, en Corée du Sud et à Hong Kong.

Consultez l'appel ici

Adresses-mails des bureaux de Puma

E-Mail général :

service@puma.com info@puma.com

Dirigeants :

christin.kluth@puma.com

michael.laemmermann@gmail.com

benoit.menard@puma.com

Jean-François PALUS, Président du conseil de surveillance de Puma. son secrétariat : Juliette Tella
juliette.t@pumatma.com

2. Impliquez le monde du sport

Encouragez les associations sportives locales, les équipes sportives populaires, les clubs de supporters et les tournois sportifs antiracistes à se joindre aux actions avec des photos et des vidéos.

3. Organisez une conférence ou un atelier

Impliquer les associations sportives locales dans un webinaire sur les attaques israéliennes contre les sports palestiniens et la campagne #BoycottPuma. Contactez les intervenants éventuels : pacbi@bdsmovement.net

4. Lancez une campagne de désinvestissement

Vérifiez si votre fonds de pension, votre banque ou toute autre institution dont vous êtes membre est un investisseur de Puma et demandez-lui de désinvestir. Contactez-nous pour obtenir de l'aide à ce sujet : pacbi@bdsmovement.net

Vous pouvez utiliser ce matériel :

Banderole

Tract

Visuels :



Exemples de tweets :

J'ai acheté des équipements @Puma avant que Puma ne soutienne les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées. <https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Jusqu'à ce que Puma mette fin à sa complicité avec l'occupation militaire israélienne, je vais #RebrandPuma pour

soutenir les équipes palestiniennes qui appellent à #BoycottPuma. Au revoir #PumaFam !
<https://bdsmovement.net/boycott-puma>

Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de football des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de football des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées #BoycottPuma #PumaFam

Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le football israélien, je n'achète plus Puma #BoycottPuma #PumaFam

Tant que Puma soutient le football de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque ! #BoycottPuma #PumaFam

Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE ! #BoycottPuma #PumaFam

Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de football des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de football qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il

soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité.
#BoycottPuma #PumaFam

Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam

Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël.
#BoycottPuma #PumaFam

Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le football d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !

Source de l'article original (légèrement modifié): BDS movement

[Communiqué] Des milliers de personnes s'engagent à boycotter le géant des

assurances AXA en raison de sa complicité avec l'occupation israélienne illégale

Communiqué

30 novembre 2020

AXA, multinationale française de l'assurance, est aujourd'hui interpellée dans le cadre d'une journée d'action internationale dénonçant sa complicité avec l'occupation et l'entreprise de colonisation israéliennes illégales. Les militants en Europe et dans le monde entier demandent à tous et toutes de signer un engagement et de rejoindre la campagne pour boycotter AXA en refusant d'acheter ses produits d'assurance "jusqu'à ce qu'AXA mette fin à son soutien à l'apartheid israélien envers le peuple palestinien."

Une coalition croissante de groupes en Europe et dans le monde entier fait campagne depuis 2018 pour qu'AXA désinvestisse des banques israéliennes qui financent les colonies israéliennes illégales et le fabricant d'armes israélien Elbit Systems. L'action en ligne d'opposition à la complicité d'AXA est menée au moment où Israël, enhardi par le soutien de Trump, accélère ses confiscations de terres palestiniennes et son nettoyage ethnique des communautés palestiniennes, et se hâte de construire un nombre sans précédent de colonies illégales sur des terres palestiniennes volées.

Avant même l'action menée aujourd'hui, plus de 10 000 personnes et plus de 200 organisations et sociétés ont signé l'engagement au cours des quelques derniers mois. Parmi les signataires organisationnels de l'engagement figurent Sabeel-Kairos UK, l'Université bénédictine étasunienne, l' Union

Syndicale Solidaires , syndicat français, et, en Belgique, la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie. Des militants en Belgique, en Italie, en Irlande, en France, en Allemagne, ainsi que dans l'État espagnol, ont envoyé cette lettre accompagnée de signatures aux PDG d'AXA dans leurs pays respectifs. De plus, des dizaines d'individus et d'organisations ont résilié leur police d'assurance chez AXA, notamment l'ONG belge Viva Salud et Intal Globalize Solidarity.

En signant l'engagement à boycotter AXA, Noam Chomsky, militant et intellectuel étasunien, a déclaré : « La colonisation [israélienne] en Cisjordanie est une entreprise criminelle, même indépendamment des exactions graves commises quotidiennement. Tout soutien qui lui est accordé constitue une participation à une entreprise criminelle de grande envergure et permanente. Se retirer d'un tel soutien au moyen du boycott et du désinvestissement est le seul choix honorable. »

AXA investit 7 millions de dollars dans trois banques israéliennes – Bank Leumi, Israeli Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank – qui financent les colonies israéliennes illégales. Elles figurent toutes les trois dans la base de données des Nations unies qui recense les sociétés complices de l'entreprise israélienne de colonisation illégale. AXA conserve également une participation de 9% à Equitable Holdings, compagnie qui investit dans ces banques israéliennes et dans Elbit Systems, important fabricant israélien d'armement impliqué dans les crimes de crimes israéliens contre les Palestiniens.

Selon les organisateurs de la campagne, en conservant des investissements dans les banques israéliennes et dans Elbit Systems, AXA contredit aussi ses promesses relatives à la responsabilité des entreprises.

Par exemple, AXA a lancé récemment une initiative sur

l'importance d'une réponse aux défis européens en matière de santé mentale, mais les politiques israéliennes d'occupation et de colonisation, soutenues par les investissements d'AXA, sont la cause majeure des problèmes de santé mentale des Palestiniens.

Selon Samah Jabr, responsable de l'Unité de santé mentale au ministère palestinien de la Santé :

« L'occupation israélienne a dévasté la santé mentale en Palestine au long des 72 dernières années du fait d'une violence systémique brutale – comportant une guerre généralisée, la torture, l'emprisonnement, la démolition de maisons, la restriction de la liberté de mouvement, et la destruction de notre tissu économique et social ; l'occupation est une attaque systémique contre le bien-être qui n'a laissé à l'abri aucun Palestinien. »

AXA s'enorgueillit de son action face au changement climatique et de ses investissements dans des actifs verts. Pourtant AXA investit dans des entreprises qui arment Israël, finançant ses colonies illégales et pillant les terres et les ressources naturelles palestiniennes, ce qui aggrave la crise climatique affrontée par les Palestiniens.

Thomas Guyon, de la Coalition Stop AXA Assistance to Israeli apartheid, a déclaré :

“Sous la pression des militants, au long des deux dernières années, AXA a réduit de façon substantielle sa participation à Equitable Holdings, tandis qu'une autre filiale détenue à 100% par AXA a complètement *désinvesti* d'Elbit Systems. Cependant, nous demandons fermement à AXA de supprimer tous ses investissements dans des compagnies qui soutiennent l'apartheid israélien, et nous ne nous arrêterons pas tant qu'elle ne l'aura pas fait.”

Source: BDS movement

Le 20 novembre: dites à CAF de descendre du train de l'Apartheid

BNC, le 18 novembre 2020

A la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, nous exigeons que la compagnie CAF mette fin à son rôle dans le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem (JLR). Le JLR permet l'annexion en cours du territoire palestinien occupé, et le renforcement de l'apartheid israélien.

La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, et plus de 15 organisations de défense des droits humains de l'État espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics. Des personnes connues comme le coureur Javi Dominguez et le journaliste Amparo Lasheras appellent à la mobilisation au Pays Basque le 28 novembre et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'offre pour fournir le matériel roulant de HS2.

Bien que CAF ait fini 2019 avec des ventes record, la compagnie menace de fermer son usine de Trenasa, ce qui signifierait que 118 ouvriers perdraient leur travail. Nous sommes solidaires de ces ouvriers. Il est clair que CAF ne pense pas aux droits de ses ouvriers. Pourquoi sinon la

compagnie participerait-elle à un projet illégal qui la met totalement en péril ?

Le tramway de Jérusalem (JLR) fait partie d'un processus en cours d'enracinement de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël et de son vol des terres palestiniennes à et autour de Jérusalem. Le JLR relie Jérusalem-Ouest à des colonies illégales sur des terres palestiniennes occupées, qui sont considérées comme des crimes de guerre selon le droit international.

Shapir, le partenaire israélien de CAF pour le projet de JLR, est cité dans la base de données des Nations Unies des compagnies complices avec lesquelles les relations économiques devraient cesser à cause de leur violation du droit international et des droits humains du peuple palestinien. Si CAF ne change pas d'avis, la compagnie sera incluse aussi dans cette base de données.

En 2007 la campagne contre le rôle de Veolia dans le projet JLR avait été lancée à Bilbao. Après des années de campagne, Veolia a abandonné le projet après avoir perdu plus de 20 milliards de dollars de contrats.

Rejoignez cette journée internationale d'action pour que la compagnie basque CAF mette également fin à sa complicité avec l'apartheid israélien.

**Le 20 novembre, nous voulons faire
beaucoup de bruit!**

**Utilisez vos réseaux pour mobiliser et sensibiliser. Vous
pouvez agir comme suit:**

1 – Action sur les médias sociaux

a) Imprimez cette image:

b) Prenez une photo de vous tenant l'image

c) Partagez la photo sur les médias sociaux avec ce texte :

La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. CAF, écoutez-nous: cessez de développer le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem qui renforcent les colonies de peuplement israéliennes sur des terres volées aux Palestiniens à Jérusalem Est occupée.

Utilisez le hashtag suivant : **#CAFGetOffIsraelsApartheidTrain**

Suivez la campagne de la société CAF sur twitter : @eaudecaf

La campagne du BNC: bdsmovement.net/boycott-caf

d) Partagez ces tweets en anglais:

- *Tell CAF to get off Israel's apartheid train*
- *Tell your government and elected officials to exclude CAF from public contracts due to its complicity in illegal Israeli settlements*
- *Spread the word about CAF's role in helping Israel's annexation and ethnic cleansing of Palestinians in Jerusalem*

2 – Une masse de courriels

Pour envoyer un courriel au directeur général de la société CAF à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien en exigeant que la société abandonne le projet de tramway de Jérusalem et cesse de soutenir l'occupation militaire, l'annexion et l'apartheid d'Israël, rendez-vous sur la page du BNC:

<https://bit.ly/3lIulSs>

Et **utilisez le formulaire encadré en rouge** sur le côté droit de cette page.

*Le texte de la lettre est déjà écrit (en anglais, voir la traduction en français tout en bas de ce message). Vous n'avez plus qu'à entrer votre Prénom, votre Nom, éventuellement votre organisation, votre pays, et votre adresse email, puis valider en cliquant sur **SEND**.*

3 – Laissez un message à CAF

Appelez l'entreprise au téléphone pour demander que CAF cesse sa participation au projet de tramway de Jérusalem

Appelez au 01 82 73 01 00 et laissez un message sur le répondeur pour dire: *Je vous appelle pour me plaindre du fait que CAF participe au projet du tramway illégal de Jérusalem, et je souhaiterais en discuter au plus vite avec la direction de CAF.*

Source : BDS Movement

Le texte de la lettre en français:

Cher M. Arizkorreta,

J'écris à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien établie par les Nations unies pour demander que CAF mette fin à sa participation dans le développement et la maintenance du projet israélien illégal du tramway de Jérusalem (Jérusalem Light Train, JLR).

La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, plus de 15 organisations de défense des droits humains de l'état espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics, et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'appel d'offre destiné à fournir le matériel roulant de HS2, le nouveau chemin de fer à grande vitesse du Royaume-Uni. EH Bildu, le deuxième plus grand parti d'Euskadi, la communauté autonome du pays basque, appelle aussi CAF à abandonner le JLR, ainsi qu'Amnesty International Espagne.

A moins que CAF ne change d'avis, la compagnie finira probablement sur la liste publiée par les Nations unies des compagnies complices impliquées dans les activités des colonies illégales israéliennes et avec lesquelles les relations commerciales devraient cesser. Shapir, le partenaire de CAF, est déjà sur cette liste.

Le projet de JLR est un élément clé dans la stratégie des autorités israéliennes pour formaliser l'annexion en cours du territoire palestinien occupé et dénier au peuple palestinien leurs droits fondamentaux selon le droit international.

En 2016, le Conseil des droits humains des Nations unies a appelé à la cessation de « l'exploitation par Israël d'un tramway reliant les colonies à Jérusalem-Ouest, ce qui est une claire violation du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies ».

Le JLR lui-même représente un outil de l'apartheid israélien puisque sa construction entraîne l'expropriation forcée de terres et la destruction de propriétés palestiniennes. Son exploitation profitera principalement à la population israélienne, particulièrement aux colons illégaux.

Le propre code de conduite de CAF affirme que « toutes les actions de CAF et de ceux qui représentent la compagnie respecteront scrupuleusement le droit, les droits humains et les libertés publiques ». Le code ajoute que « chaque entité ou personne qui travaille pour, ou est en affaires avec, CAF doit observer soigneusement les obligations juridiques actuelles, le code de conduite et les règlements internes de CAF ».

Conformément à ce code, le comité des ouvriers des usines CAF

de Beasain et Irun a demandé publiquement que la compagnie se retire du contrat illégal pour le JLR.

La compagnie française Veolia a abandonné tous ces travaux pour le JLR en 2015 après avoir perdu une somme estimée à 20 milliards de dollars en contrats et appels d'offre après des campagnes de la société civile visant à faire pression sur la compagnie pour mettre fin à sa participation dans ce projet. La pression et les protestations internationales continueront jusqu'à ce que CAF cesse de profiter de la colonisation par Israël des terres palestiniennes. Nous demandons donc à CAF d'annuler immédiatement son contrat pour le tramway de Jérusalem.

Avec l'expression de mes sentiments distingués,

Appel au boycott des produits israéliens : quand le ministère français de la Justice refuse de distinguer entre des produits et des hommes

Par Ghislain Poissonnier et Nicolas Boeglin, le 14 novembre

Peut-on encore espérer des autorités françaises une attitude rationnelle au sujet des appels au boycott des produits israéliens ? On peut légitimement se poser la question à la lecture d'une récente dépêche du ministère de la justice.

Dans son arrêt Baldassi du 11 juin 2020 condamnant la France [1], la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que l'appel au boycott des produits israéliens ne peut

pas en soi constituer une infraction pénale : il est en effet couvert par la liberté d'expression [2]. La France n'ayant pas fait appel de l'arrêt, celui-ci est donc juridiquement définitif depuis le 11 septembre 2020.

On pouvait donc s'attendre à ce que le ministère français de la Justice prenne les mesures qui s'imposent afin d'abroger les circulaires Alliot-Marie du 12 février 2010 [3] et Mercier du 15 mai 2012 [4]. En effet, ces circulaires prescrivent aux procureurs de poursuivre les personnes appelant au boycott des produits israéliens dans le cadre de la campagne internationale Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).

Le 20 octobre 2020, le ministère de la Justice a cependant adressé aux procureurs une dépêche consacrée « à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens » [5], dépêche qui s'efforce de préserver la pénalisation à la française des appels au boycott.

La dépêche (en réalité une circulaire de politique pénale) affirme même que les circulaires Alliot-Marie et Mercier sont toujours valables et que les opérations appelant au boycott des produits israéliens sont encore susceptibles de constituer une infraction.

On est donc en droit de se demander ce que fait la France d'un arrêt du 11 juin 2020 dans lequel le juge européen s'est senti obligé de rappeler qu'il :

« ... a souligné à de nombreuses reprises que l'article 10 § 2 ne laisse guère de place pour des restrictions à la liberté d'expression dans le domaine du discours politique ou de questions d'intérêt général. » (§78).

Quelques lignes plus haut, le juge européen avait indiqué que les appels au boycott des produits israéliens concernent précisément « un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'État d'Israël et de la

situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale » (§78).

Il est clair que les autorités françaises refusent, en violation de la hiérarchie des normes, de se soumettre à la décision de la CEDH et au droit européen. Pire encore, la dépêche nous fait revenir en arrière, avant le 11 juin 2020, quand la chambre criminelle de la Cour de cassation voyait dans l'appel au boycott un appel discriminatoire.

Comme si la *summa divisio* consacrée par la CEDH n'existait pas. L'arrêt Baldassi explique pourtant de manière très claire qu'il convient de distinguer entre, d'une part, l'incitation à ne pas consommer des produits pour contester la politique d'un Etat, et d'autre part, des appels à la violence contre les personnes (ou des propos racistes et antisémites visant les juifs en tant que collectif ethnico-religieux) ou à la destruction de biens. La première est parfaitement licite, car couverte par le droit à la liberté d'expression. Les seconds relèvent des discours de haine qui doivent être interdits.

La dépêche joue sur ce qui pourrait à première vue apparaître comme une zone grise située entre ces deux situations, en demandant aux parquets d'observer si l'appel au boycott de produits constitue ou non un appel à la discrimination fondé sur l'origine nationale d'une personne ou d'un groupe de personnes. Partant, la dépêche alimente l'ambiguïté autour de ces deux situations, en refusant d'admettre, à la différence de la CEDH qui le conçoit, qu'il est possible de distinguer, pour parodier Steinbeck, entre « des produits et des hommes ».

Une ambiguïté qui est également alimentée en entretenant un flou entre appel au boycott des produits israéliens et antisémitisme, sans préciser clairement ce qui pourrait faire basculer l'un vers l'autre [6].

Au final, la dépêche est plus que décevante en ce qui concerne son contenu juridique. Sans doute parce qu'elle ne parvient pas à masquer son but, qui est manifestement politique : réprimer à tout prix les appels au boycott des produits israéliens lancés dans le cadre de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).

▪ Dépêche relative à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens du ministère français de la justice (DP 2020/0065/A4BIS du 20 octobre 2020)

[1] CEDH, 11 juin 2020, Requêtes n° 15271/16 et 6 autres, Baldassi : la France est condamnée à verser à chacun des requérants 380 euros pour dommage matériel et 7.000 euros pour dommage moral et aux requérants, ensemble, 20.000 euros pour frais et dépens.

[2] Le boycott des produits et des institutions de l'apartheid israélien : un droit et un devoir, Joseph Oesterlé et Ghislain Poissonnier, AURDIP, 11 juin 2020.

[3] CRIM-AP n°09-900-A4

[4] CRIM-AP n°2012-034-A4

[5] DP 2020/0065/A4BIS

[6] « Boycott des produits israéliens : la France persiste à y voir un délit en dépit de la décision de la CEDH » par F. Dubuisson et G. Poissonnier, Actu-Juridique.fr, Édition du 12/11/2020.

Source: AURDIP

Des citoyens israéliens dénoncent le Festival du Cinéma Israélien à Paris

En novembre 2020

De la part des citoyens israéliens – Nous dénonçons le Festival du Cinéma Israélien à Paris et le blanchiment de l'apartheid israélien

Chers organisateurs,

Nous représentons un millier de citoyens d'Israël, qui sont actifs contre les violations du droit international et des droits humains commises par notre gouvernement à l'encontre du peuple palestinien autochtone [1]. Nous soutenons l'appel de la société civile palestinienne au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) d'Israël, jusqu'à ce qu'il mette fin à son occupation militaire et à sa politique d'apartheid [2].

Nous vous écrivons au sujet du festival du film israélien à Paris qui doit avoir lieu plus tard ce mois-ci. En tant qu'amateurs d'art et de cinéma, nous n'avons aucune joie à perturber un événement cinématographique qui, à première vue, célèbre la culture et l'humanité. Cependant, nous ne pouvons pas rester les bras croisés lorsque le gouvernement israélien tente de blanchir son occupation, son apartheid et son colonialisme par le biais de tels festivals.

Aucun festival parrainé par le gouvernement israélien ne peut revendiquer la liberté, la justice, l'égalité ou la paix, si son existence repose sur des institutions qui violent systématiquement ces valeurs.

Les cinéastes et les organisateurs de festivals de cinéma qui souhaitent soutenir le peuple palestinien autochtone dans sa lutte contre le colonialisme doivent écouter les appels de la société civile palestinienne. Participer à des festivals parrainés par le régime israélien comme moyen de changement politique est un oxymore, qui entraîne des conséquences réelles de vie et de mort.

Nous vous demandons de rejoindre le mouvement mondial pour les droits des peuples autochtones, civils et humains. Nous vous prions d'être solidaires avec le peuple palestinien autochtone et de vous abstenir d'organiser un festival du film parrainé par le gouvernement israélien. Nous notons que des campagnes similaires étaient à la fois nécessaires et justifiées contre les tentatives du régime d'apartheid sud-africain d'utiliser l'art pour blanchir ses propres politiques d'apartheid et ses graves violations des droits humains.

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions.

Cordialement,

Boycott! SOUTIEN DE L'APPEL PALESTINIEN AU BDS DE L'INTÉRIEUR

[1] <http://boycottisrael.info/points-of-unity>

[2] <https://www.bdsmovement.net/call>

Source: Boycottisrael

Traduction BDS-France

Rejoignez la campagne contre Puma !

Pour manifester votre solidarité envers le peuple palestinien, partagez cet appel au boycott de Puma en publiant nos visuels et/ou en créant vous-même des visuels avec des photos. Envoyez-nous vos photos d'appel au boycott de Puma, nous les publierons avec votre autorisation.

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Rejoignez-nous dans la **tweetstorm prévu samedi 21 novembre**, avec nos visuels, vos photos...N'oubliez pas les hashtags: **#BoycottPuma #PumaFam**

Visuels

ici:

<https://www.bdsfrance.org/visuels-pour-la-campagne-du-21-novembre-contre-puma/>

Vous avez besoin d'inspiration ? Voici des exemples de messages qui peuvent être publiés sur les réseaux sociaux :

- Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de foot des colonies illégales israéliennes
#BoycottPuma #PumaFam
- Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de foot des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées
#BoycottPuma #PumaFam
- Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le foot israélien, je n'achète plus Puma

#BoycottPuma #PumaFam

- Tant que Puma soutient le foot de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque ! #BoycottPuma #PumaFam
- Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE ! #BoycottPuma #PumaFam
- Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de foot qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il

soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam

- Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël. #BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le foot d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !



Visuels pour la campagne du 21 novembre contre PUMA

Voici les visuels concernant la campagne du 21 novembre contre PUMA, qui peuvent également être utilisés à d'autres occasions. N'hésitez pas à les télécharger.





Une douzaine de cinéastes Queer abandonnent le TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 11 Novembre 2020.

Les cinéastes Queer sont solidaires des Palestiniens queer qui appellent au boycott de la TLVFest [The Tel Aviv International LGBT Film Festival] pour son rôle dans le pinkwashing des crimes d'Israël. Un webinaire coïncidant avec la soirée d'ouverture du TLVFest présente des cinéastes qui rejoignent le Queer Cinema for Palestine.



Plus d'une douzaine de cinéastes se sont retirés du TLVFest, le festival du film LGBT organisé par le gouvernement

israélien, qui se déroule du 12 au 21 novembre.

Les Queer Palestinians appellent au boycott du TLVFest en raison de son rôle dans le programme de pinkwashing du gouvernement israélien, qui utilise les droits LGBTQIA+ pour dissimuler son régime d'apartheid et son oppression de millions de Palestiniens, queer et non queer.

Cette année, le TLVFest a élargi son partenariat avec le gouvernement israélien d'extrême droite pour inclure le célèbre ministère des affaires stratégiques, qui dirige les efforts répressifs manifestes et secrets du gouvernement pour endiguer la vague de solidarité internationale avec les Palestiniens, en coordination avec les services secrets criminels d'Israël, le Mossad.

Six des cinéastes qui se sont retirés du TLVFest cette année ont rejoint plus de **160 cinéastes** de plus **d'une vingtaine de pays** qui ont signé l'engagement de Queer Cinema for Palestine, dont **John Eames**, réalisateur du long métrage *March for Dignity* (Royaume-Uni), **Maggie Bailey**, réalisatrice de *Sweet Sweet Kink* (États-Unis), **Andrew Blackman**, réalisateur de *Inferno* (Nouvelle-Zélande) et **Victor Costa Lopes**, réalisateur de *Revoada* (Brésil). Les signataires s'engagent à ne pas participer à la TLVFest ou à d'autres événements parrainés par le gouvernement israélien « tant qu'Israël ne se conformera pas au droit international et ne respectera pas les droits humains des Palestiniens ».

Le cinéaste sud-coréen **Shin Seung Eun**, qui a également signé l'engagement de Queer Cinema for Palestine, a déclaré dans un communiqué :

J'ai retiré mon film *Mother-in-Law* de la TLVFest en Israël. Je suis contre le pinkwashing de l'occupation militaire israélienne de la Palestine. Je suis en solidarité avec les queers palestiniens !

La cinéaste grecque **Artemis Anastasiadou** a également signé

l'engagement, déclarant

Je défends la cause palestinienne à 100% et j'ai retiré mon film *Je suis Mackenzie* du TLVFest en raison de son partenariat avec le gouvernement israélien. Je suis solidaire de l'appel des homosexuels palestiniens.

Sept autres cinéastes ont répondu à l'appel de militants et de membres de *Queer Cinema for Palestine* en disant qu'ils avaient demandé à la TLVFest de retirer leurs films en solidarité avec les Palestiniens. Comme les années précédentes, la TLVFest refuse d'honorer ces demandes.

Ghadir Shafie, co-fondatrice et directrice d'Aswat – Centre féministe palestinien pour le genre et les libertés sexuelles, a déclaré :

Les prétentions ridicules de la TLVFest de soutenir les queers palestiniens, avancées chaque année en réponse aux retraits des cinéastes consciencieux, sont encore plus évidentes cette année par son partenariat de pinkwashing avec le ministère israélien même qui s'est engagé à combattre la solidarité internationale avec les Palestiniens par des moyens criminels. TLVFest refuse même de respecter les demandes des cinéastes désireux de se montrer solidaires des Palestiniens de ne pas projeter leurs films au festival.

La TLVFest a cherché à cacher ou à obscurcir son partenariat avec le ministère des affaires stratégiques suite aux premiers retraits de cinéastes. Elle a d'abord remplacé la version anglaise du logo du ministère par une version en hébreu, puis l'a complètement retiré pour le remplacer à nouveau par un logo sans marque.

Les cinéastes ont informé Queer Cinema for Palestine que TLVFest avait de nouveau enrôlé Creative Community for Peace (CCFP) pour contrer l'appel des queers palestiniens. La CCFP est une façade de propagande basé aux États-Unis pour l'organisation de lobbying du gouvernement israélien Stand

With Us, qui s'est alliée avec le film raciste et homophobe de John Hagee « Christians United for Israel ».

Shafie a ajouté :

La TLVFest est une partie essentielle de la stratégie israélienne de pinkwashing, qui étend son récit colonial, décrivant les Palestiniens indigènes comme étrangers à leur patrie, aux homosexuels palestiniens les montrant comme des étrangers dans leur propre société. Le TLVFest efface les queers palestiniens et arabes en affirmant de manière raciste qu'il est « le seul festival de films LGBT au Moyen-Orient ».

Nous sommes encouragés par l'afflux de soutien des cinéastes queers cette année. Nous encourageons les autres à rejoindre la charte du Cinéma Queer pour la Palestine en reconnaissance de nos luttes contre l'oppression, qui sont intimement liées.

Des dizaines de cinéastes ont répondu positivement aux appels des queers palestiniens et de leurs alliés à se retirer du TLVFest au cours des dernières années.

Plus de 15 cinéastes ont envoyé des vidéos expliquant pourquoi ils s'étaient engagés à boycotter le TLVFest, dont Alain Guiraudie, nommé à la Palme d'Or, Elle Flanders et Tamira Sawatzky du collectif primé Public Studio et Ian Iqbal Rashid, réalisateur de *Touch of Pink*.

Le réalisateur canadien primé John Greyson a déclaré :

En 2009, j'ai retiré mon film *Fig Trees* du TLVFest. Je ne pouvais pas permettre que mon film, qui parle de la façon dont l'activisme contre le sida en Afrique du Sud est né du mouvement anti-apartheid, soit utilisé comme un écran de fumée rose pour dissimuler le régime d'apartheid israélien qui opprime les Palestiniens. Il est encourageant de voir tant de cinéastes du monde entier se retirer du TLVFest – et s'engager à boycotter le TLVFest – en réponse à l'appel des homosexuels palestiniens. Les cinéastes queers disent que la libération

des queers est indivisible de la libération des Palestiniens – et que le boycott est une tactique queer efficace et constructive.

Shafie, Greyson et Flanders seront rejoints par Shohini Ghosh et Syrus Marcus Ware pour le « Love Queer Cinema. Hate Apartheid », pour webinaire le jeudi 12 novembre, qui coïncide avec la soirée d'ouverture du TLVFest.

Stephanie Adam de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a déclaré :

Le TLVFest est lancé alors qu'Israël enracine son système d'apartheid et son occupation militaire vieux de plusieurs décennies, qui emprisonne des enfants palestiniens dès l'âge de 12 ans, démolit des maisons palestiniennes, près de 400 depuis le seul mois de mars, et maintient des millions de Palestiniens en état de siège à Gaza, dont les Nations Unies ont prédit en 2012 qu'il serait impossible d'y vivre cette année .

Le partenaire de la TLVFest, le fanatique régime d'apartheid israélien, s'est allié avec des leaders d'extrême droite, intolérants, racistes et homophobes du monde entier, de Trump à Bolsonaro, et de Modi à Orban. Le mouvement palestinien de boycott non-violent fait au contraire partie du mouvement mondial, progressiste, de justice pour tous, qui défend les droits des communautés opprimées partout dans le monde. Il est tout à fait naturel que les cinéastes queer se joignent à notre lutte pour la justice pour les Palestiniens autochtones en boycottant le TLVFest.

La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI, un élément clé du mouvement mondial BDS dirigé par les Palestiniens, plaide pour le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni par Israël des

*droits des Palestiniens tels que stipulés dans le droit international.
Visitez le site PACBI à <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur
Twitter @PACBI*

Source: BDS Movement

Traduction BDS-France